GCS25 GROUPEMENT DE COOPÉRATION SOCIALE DU DOUBS

Le Bulletin du SIAO

SIAO25 SERVICE INTÉGRÉ D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION DU DOUBS http://siao25.e-monsite.com/

N° 73 Mai 2023

Expérience

« FAKE NEWS » ou vraie information ?

A l'heure où l'on entend parler de plus en plus régulièrement de l'intelligence artificielle, j'ai souhaité soumettre à votre sagacité ce N° d'information du SIAO.

En effet, j'ai utilisé le logiciel ChatGPT pour écrire des articles.

Je les ai donc glissés au milieu d'autres « vraies » informations.

Je vous laisse donc le soin de tenter de repérer le vrai du faux.

Bonne lecture

Jean Pierre BERGER

Merci pour vos remarques et vos contributions
Prochain numéro courant Juin 2023

Activité du SIAO/115

1107 appels en avril 2023 dont :

- 249 demandes orientées vers les abris de nuit
- 8 orientations vers des hébergements dont 6 suite à des violences.
- 143 appels réorientés vers l'Instance de Régulation
- 21 demandes orientées vers l'hôtel dont 19 suite à des violences

Dans ce numéro

- Pénurie de logement
- A la découverte des pratiques inspirantes du Québec
- 2 brèves
- Lectures

Focale sur la pénurie de logement en France

La pénurie de logement est un sujet brûlant en France depuis de nombreuses années. Avec une population croissante, une urbanisation accrue et une forte demande de logements abordables, de nombreux citoyens français sont confrontés à une pénurie de logements qui ne cesse de s'aggraver. Dans cet article, nous allons examiner les causes et les conséquences de la pénurie de logements en France, ainsi que les solutions possibles pour y remédier.

Les causes de la pénurie de logement en France

Il existe de nombreuses raisons pour expliquer la pénurie de logement en France. L'une des principales est la croissance démographique. En effet, la population française continue d'augmenter chaque année, créant ainsi une demande accrue de logements. Cette demande est d'autant plus forte dans les grandes villes, où les emplois et les opportunités économiques sont concentrés.

En plus de la croissance démographique, la hausse des prix de l'immobilier constitue un autre facteur important de la pénurie de logement. Les prix élevés rendent l'achat d'un logement inabordable pour de nombreuses personnes, surtout dans les zones urbaines. Cette situation est aggravée par la spéculation immobilière, qui pousse les prix à la hausse.

Le manque de logements sociaux est également une cause majeure de la pénurie de logement en France. Les logements sociaux sont souvent réservés aux personnes à faibles revenus ou aux personnes vulnérables, et leur nombre est insuffisant pour répondre à la demande. Le gouvernement français s'est engagé à construire plus de logements sociaux, mais la pénurie persiste.

Les conséquences de la pénurie de logement en France

La pénurie de logement en France a de nombreuses conséquences négatives. Tout d'abord, elle contribue à l'augmentation des prix de l'immobilier, ce qui rend l'achat d'un logement impossible pour de nombreuses personnes. Cette situation est d'autant plus préoccupante dans les zones urbaines, où les prix sont les plus élevés.

En outre, la pénurie de logement peut avoir des conséquences sociales. Les personnes qui ne peuvent pas se permettre un logement décent sont souvent obligées de vivre dans des conditions précaires, ce qui peut avoir des conséquences sur leur santé et leur bien-être. Cette situation peut également affecter les enfants, qui peuvent avoir du mal à se concentrer à l'école en raison de conditions de vie difficiles.

Enfin, la pénurie de logement peut avoir des conséquences économiques. Les personnes qui sont obligées de consacrer une grande partie de leur revenu au logement ont moins de ressources pour les autres dépenses, ce qui peut affecter leur capacité à contribuer à l'économie.

Les solutions possibles pour remédier à la pénurie de logement en France

Il existe plusieurs solutions possibles pour remédier à la pénurie de logement en France. Tout d'abord, le gouvernement peut encourager la construction de logements abordables en fournissant des incitations fiscales aux constructeurs et en libérant des terrains publics pour la construction de logements sociaux.

Le gouvernement peut également encourager les rénovations et la mise aux normes des logements existants pour améliorer la qualité de l'habitat et offrir des logements décents à un prix raisonnable.

En outre, le gouvernement peut s'engager à augmenter le nombre de logements sociaux construits chaque année pour répondre à la demande. Cela peut être accompli en allouant plus de ressources financières pour la construction de nouveaux logements sociaux et en s'associant avec des organisations de logements sociaux pour développer de nouveaux projets de construction.

Le gouvernement peut également encourager la construction de logements intermédiaires pour répondre aux besoins de la classe moyenne. Ces logements, qui sont souvent moins chers que les logements privés, peuvent aider à réduire la pression sur le marché de l'immobilier.

Enfin, le gouvernement peut encourager la coopération entre les secteurs public et privé pour résoudre la pénurie de logement. Les partenariats public-privé peuvent être utilisés pour financer la construction de nouveaux logements, tout en garantissant des prix abordables pour les acheteurs ou les locataires.

En conclusion, la pénurie de logement en France est un problème complexe qui a des conséquences négatives sur la vie des citoyens français et l'économie du pays. Cependant, il existe des solutions possibles pour remédier à ce problème, telles que l'augmentation du nombre de logements sociaux, la construction de logements intermédiaires, l'encouragement de la rénovation et de la mise aux normes des logements existants, et la coopération entre les secteurs public et privé. Il est important que le gouvernement français s'engage à résoudre ce problème pour améliorer la vie des citoyens français et maintenir une économie forte.

Travail social : à la découverte des pratiques inspirantes du Québec

Du 14 au 21 mai, une vingtaine de travailleurs sociaux et d'acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) de Seine-Saint-Denis partent à la rencontre d'initiatives porteuses de sens au Québec. Le CD 93, partenaire du voyage, espère ainsi renouveler les pratiques professionnelles.

Très souvent, les voyages d'étude à l'étranger sont destinés aux élus et aux cadres dirigeants des collectivités. Là, ce 14 mai, ce sont des travailleurs sociaux de terrain (assistants sociaux, éducateurs spécialisés), cadres du conseil départemental de Seine-Saint-Denis (chargé d'études, ressources humaines) qui prennent ensemble l'avion pour le Québec. Autre originalité : un tiers des voyageurs sont des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) de ce département très défavorisé de la région parisienne.

Deux mondes qui s'ignorent

À la manœuvre, une petite association très inventive, la Compagnie générale des autres (CGA). Celle-ci se démène depuis quelques années pour permettre des rencontres fructueuses entre deux mondes qui s'ignorent trop souvent : les travailleurs sociaux et l'ESS. Le voyage au Québec mêle des découvertes qui concernent l'un ou l'autre des deux mondes, et parfois les deux.

Créer une communauté

Comme l'explique la CGA dans sa note d'intention, *« au-delà de la découverte des pratiques inspirantes, il s'agit de créer une communauté de travailleurs sociaux et d'acteurs de l'ESS de part et d'autre de l'Atlantique, prompte à faire grandir la capacité d'action des professionnel.le.s et des personnes accompagnées dans un contexte de fortes mutations économiques, sociales et environnementales. »*

Responsable de la publication : Sylvie WANLIN - GCS25 **Rédaction** : Equipe SIAO

Les contenus ont une valeur informative et sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs. IMPRESSION PAR NOS PROPRES MOYENS

Pourquoi le conseil départemental de Seine-Saint-Denis s'est-il engagé humainement et financièrement (40 000 € sur un total de 67 000 €) dans ce projet ? Quelles sont les attentes des élus dans un contexte difficile pour les professionnels du social ? Vice-présidente en charge des solidarités et de la santé, Magalie Thibault a répondu à nos questions.

Dans le 93, les collaborations entre travail social et ESS se multiplient

Quelle a été votre première réaction lorsque ce projet de voyage vous a été présenté ?

Magalie Thibault C'était il y a une dizaine de mois. J'ai alors trouvé ce projet très intéressant. Nous sommes dans un contexte national et départemental de difficultés de recrutement et d'interrogations sur le sens du travail social. Et ce voyage s'inscrit pleinement dans le cadre de la réflexion que nous menons sur le travail social. Nous avons élaboré un questionnaire pour nos agents, notamment sur les questions d'évolution des publics et de conditions de travail auquel ont déjà répondu 400 d'entre eux.

Quels sont les premiers enseignements qui s'en dégagent ?

M. T. Il y a déjà quelques lignes fortes. D'abord, les agents sont inquiets de l'évolution des publics avec de plus en plus souvent, le cumul de problématiques difficiles. L'accélération de la numérisation soulève aussi de nombreuses difficultés pour les travailleurs sociaux qui voient la part de leur travail administratif augmenter au détriment de l'accompagnement. Il faut comprendre qu'après la crise du Covid, de nombreuses administrations ont fermé ou restreint l'ouverture au public de services administratifs. Nous, au département, on propose un service inconditionnel.

Enfin, le questionnaire confirme que le rapport au travail a changé : certains agents se sont reconvertis professionnellement ; d'autres aspirent à une séparation plus marquée entre vie professionnelle et vie familiale.

Justement, comment articulez-vous le voyage avec ce contexte départemental ?

M. T. Je vais vous répondre en deux temps. Le Québec est connu et reconnu pour conduire une politique intéressante. Il incarne un projet égalitaire, inclusif qui propose une approche globale de

la personne. Nous nous retrouvons dans ce projet d'émancipation des publics.

Et le second temps ?

M. T. La Seine-Saint-Denis s'est engagée, comme vous le savez, dans une expérimentation de renationalisation du RSA. Dans ce contexte, nous avons doublé le budget consacré à l'accompagnement des allocataires. Nous avons la volonté de faire travailler ensemble travailleurs sociaux et professionnels de l'ESS. À l'échelle des communes ou d'un regroupement de communes, nous constituons des agences locales d'insertion en charge de la partie des allocataires qui a besoin d'un accompagnement social et professionnel. Dans ce cadre, nous embauchons des conseillers en insertion professionnelle qui travaillent beaucoup avec les entreprises, notamment celles de l'ESS.

Il n'y a pas si longtemps, le monde des entreprises était rejeté par de nombreux travailleurs sociaux…

M. T. Moi qui suis issue professionnellement de l'insertion par l'activité économique, je peux vous dire que ce n'est plus d'actualité aujourd'hui. Les travailleurs sociaux n'ont plus de réticence à travailler avec des conseillers en insertion professionnelle. Les collaborations avec l'ESS se multiplient, par exemple autour de l'accès au numérique ou de l'aide alimentaire.

En quoi ce voyage peut-il inspirer vos politiques sociales départementales ?

M. T. Au Québec, les citoyens sont beaucoup plus impliqués, par exemple via la pair-aidance. Cela va dans le sens que nous souhaitons encourager. D'autre part, nous sommes très intéressés par les structures Outre-Atlantique qui associent le travail social et les soins, notamment sur la question de la psychiatrie. Nous voulons faire évoluer nos politiques d'une logique d'insertion à une logique d'inclusion. Aussi nous serons très attentifs aux retours des participants. Cela pourrait d'ailleurs déboucher sur une recherche-action sur ces problématiques.

Arrivée massive de MNA :

Des réponses aux Départements de France

Dans l'aide sociale à l'enfance (ASE), les mineurs non accompagnés (MNA) seraient-ils « devenus trop nombreux pour un système qui n'a pas été pensé pour cela », comme l'écrivent les Départements de France ?

« Il faudrait réfléchir plus largement à la crise de la protection de l'enfance, qui dépasse la question des MNA », répond Lorette Privat, conseillère technique à la Convention nationale des associations de protection de l'enfant (Cnape).

Alors que ces jeunes représentaient 19 % de l'ensemble des mineurs protégés en 2017, le nombre d'enfants de 0 à 6 ans à l'ASE, notamment, a également bondi ces dix dernières années, rappelle la spécialiste : « On ne peut pas imputer aux seuls MNA le manque de moyens et de places. »

Lorette Privat regrette, pour sa part, les lacunes de la prévention, « qui éviterait la dégradation des situations et cette augmentation du nombre des placements », si les départements misaient sur l'accompagnement des familles ou les actions éducatives à domicile (AED).

Au Groupe national des établissements publics sociaux (Gepso), la déléguée nationale Jeanne Cornaille confirme l'afflux récent de MNA, mais également la saturation générale des accueils, y compris des tout-petits, « dans un contexte de manque de places, de personnels, et alors que les accueils en hôtel doivent s'interrompre l'an prochain ».

Comme l'ajoute son président, Julien Blot, « au Gepso nous respectons les valeurs du service public, ses principes d'universalité et d'accueil de tous les publics, qu'ils soient MNA ou pas ».

Sans-abrisme : Olivier Klein lance un observatoire national

« Disposer de chiffres objectivés et actualisés permettant de documenter le sans-abrisme », voilà l'objectif de l'Observatoire du sans-abrisme lancé le 16 mai par Olivier Klein, ministre délégué chargé de la Ville et du Logement.

L'organisme, qui rassemble associations de lutte contre la précarité (Fondation Abbé Pierre, Secours catholique…), élus et services de l'État, publiera à échéances régulières des chiffres à jour.

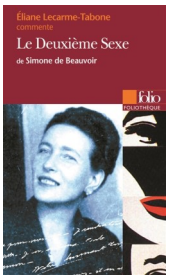
La création de l'Observatoire s'inscrit dans la suite des Nuits de la solidarité, dont la dernière en date, organisée le 26 janvier 2023 dans 27 communes du Grand Paris, montrait une hausse de 16 % des personnes sans hébergement. Une initiative qui ne reflète qu'une réalité partielle, puisque les conditions de comptage « peuvent faire évoluer fortement le nombre de personnes rencontrées (météo, saisonnalité, méthodologie…) et sont généralement limitées aux périmètres urbains », rappelait en 2021 la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal) dans un guide pratique.

D'où l'utilité d'un outil national d'observation sociale pour « harmoniser les pratiques » mais également « centraliser et fiabiliser les données existantes ».

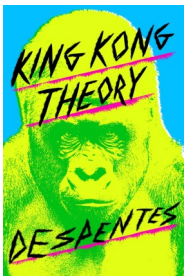
Parmi les premiers objectifs assignés par le ministre à l'Observatoire, on trouve d'ailleurs « la définition de nouveaux indicateurs d'observance sociale ou encore la préparation de l'hiver 2023-2024 ».

Parce que parfois on a (prend) le temps de lire….

Nous vous proposons ici une liste, non-exhaustive de livres concernant les femmes victimes de violences

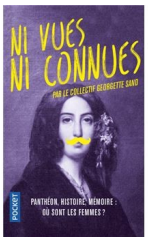


"Le deuxième sexe" de Simone de Beauvoir : Cet ouvrage est un classique de la littérature féministe qui examine la position de la femme dans la société et les raisons pour lesquelles les femmes sont souvent victimes de discrimination et de violence.

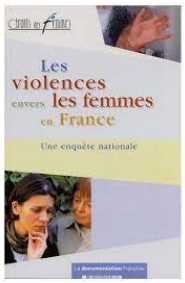


"King Kong Théorie" de Virginie Despentes : Dans ce livre puissant et incisif, l'autrice française Virginie Despentes analyse la culture de la violence envers les femmes et explore les raisons pour lesquelles les femmes continuent à être victimisées dans notre société.

"Sorcières : La puissance invaincue des femmes" de Mona Chollet : Dans ce livre, l'autrice Mona Chollet examine les origines de la persécution des femmes en tant que sorcières dans l'histoire européenne et comment cette persécution a continué à se manifester sous différentes formes dans la société moderne.



Ni vues ni connues : Les femmes invisibles dans les sciences humaines et sociales" de Christine Delphy : Dans ce livre, l'autrice examine comment les femmes ont été exclues de la recherche et des études en sciences humaines et sociales, et comment cela a contribué à leur invisibilité et leur vulnérabilité dans la société.



"Les violences envers les femmes en France : Une enquête nationale" du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes : Ce rapport du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes fournit des données et des informations sur la nature et l'étendue des violences envers les femmes en France, ainsi que des recommandations pour y remédier.

Ces lectures sont toutes importantes pour comprendre les expériences des femmes victimes de violences et les façons dont nous pouvons travailler à éliminer la violence de genre.